

COMITE PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES

Vingt-deuxième session

FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT

(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017)

FONDS DE L'OIM POUR LE DEVELOPPEMENT **(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017)**

Contexte

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Comité exécutif n° 134 du 3 juillet 2012 relative aux processus et mécanismes budgétaires¹. La note d'orientation 2018 sur le Fonds de l'OIM pour le développement décrit les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le site Internet du Fonds (<http://developmentfund.iom.int/>).
3. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les Etats Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne sont pas admis à bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit².

Administration du Fonds

4. En 2017, le Fonds de l'OIM pour le développement disposait de 8 926 623 dollars E.-U.³ (y compris les dépenses administratives et celles afférentes au système PRIMA). Un montant de 1 422 236 dollars E.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, qui comprend 1,4 million de dollars E.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/107/6/Rev.1), et 22 236 dollars E.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant total de 7 504 387 dollars E.-U. était disponible pour des financements au titre de la deuxième ligne, qui comprend 6 127 496 dollars E.-U. de revenus de soutien opérationnel, 395 928 dollars E.-U. de crédits non utilisés provenant de projets

¹ La résolution du Comité exécutif n° 134 dispose, au paragraphe 1 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant d'un million quatre cent mille dollars des Etats Unis, prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'Etats Membres en développement et d'Etats Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 2 de la section IV, il est précisé que « vingt-cinq pour cent des revenus de soutien opérationnel (non compris l'allocation pour les dépenses de sécurité) au-delà de 20 millions de dollars E.-U. seront réservés au Fonds de l'OIM pour le développement au titre du financement de la deuxième ligne », tandis qu'au paragraphe 3 de la même section il est stipulé que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement (hormis les contributions volontaires directes) ne peut dépasser le total des revenus divers (contributions sans affectation spéciale et intérêts créditeurs) ».

² La résolution du Comité exécutif n° 134 dispose, au paragraphe 5a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des Etats demandeurs au plan de leurs contributions assignées, et [que] ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un Etat Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année plus tard si, à ce moment-là, il est encore redevable d'arriérés dans la même mesure. Cette expression ne désigne pas un Etat Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'Etat Membre.

³ Les Gouvernements de la Belgique et des Etats-Unis d'Amérique ont versé des contributions sans affectation spéciale qui font partie des revenus de soutien opérationnel alloués au Fonds de l'OIM pour le développement.

clôturés relevant de la deuxième ligne, 630 676 dollars E.-U. versés par le Gouvernement de la Suède, 350 000 dollars E.-U. versés par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, et 287 dollars E.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

5. Au total, 53 projets bénéficiant à 102 Etats Membres remplissant les conditions requises ont été financés en 2017 par le Fonds de l'OIM pour le développement. Comme par le passé, la distribution des fonds alloués à chaque région était étroitement calquée sur la représentation des Etats Membres de ces régions qui remplissaient les conditions requises. En Afrique, le Fonds de l'OIM pour le développement a financé 21 initiatives à hauteur de 3 025 000 dollars E.-U., en faveur de 52 Etats Membres remplissant les conditions requises. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 1 709 236 dollars E.-U. ont été alloués à douze initiatives, en faveur de 21 Etats Membres remplissant les conditions requises. En Asie et en Océanie, treize initiatives en faveur de vingt Etats Membres ont été financées à hauteur de 2 539 387 dollars E.-U.. En Europe, 1 million de dollars E.-U. ont été alloués à six projets, au profit de neuf Etats Membres remplissant les conditions requises. Un projet multirégional a été approuvé pour un montant de 100 000 dollars E.-U. en faveur d'Etats Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement au titre de la deuxième ligne de crédit.

6. Au 31 décembre 2017, 131 projets actifs étaient administrés par le Fonds de l'OIM pour le développement, dont plus de la moitié concernait l'Afrique.

Système PRIMA d'information et de gestion des projets

7. A la fin de 2017, tous les projets du Fonds de l'OIM pour le développement, y compris les notes conceptuelles et les propositions de projet récentes, avaient été importés dans PRIMA – soit 684 entrées en tout. Au total, 105 bureaux de l'OIM (y compris des bureaux régionaux) se servent du système pour élaborer et examiner ces initiatives. En novembre 2017, PRIMA a été consulté 6 375 fois.

8. L'élaboration du système PRIMA for All et la mise en œuvre concomitante de PRIMA pour le Fonds de l'OIM pour le développement ont permis à l'Unité chargée du Fonds de partager les enseignements tirés de la mise en place du système, d'intégrer ses prescriptions dans le système commun à l'ensemble de l'Organisation et de contribuer à l'expérimentation de ce système.

9. PRIMA est particulièrement utile pour établir des rapports, pour rappeler aux administrateurs de projet les échéances à respecter et pour suivre la mise en œuvre des projets. Le système est aussi précieux pour les nouveaux membres du personnel qui ont besoin d'accéder rapidement à tous les documents pertinents et aux informations les plus récentes sur le statut d'un projet. Il permet aussi aux bureaux régionaux de surveiller la mise en œuvre d'activités dans la perspective d'évaluations sur place sans devoir demander la documentation requise par courriel.

Examen de pratiques exemplaires

10. En 2017, l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à l'examen de tous les projets se rapportant aux politiques de migration lancés entre 2007 et 2016, afin d'évaluer leurs volets relatifs au renforcement des capacités et à la formulation de politiques. L'examen a porté sur les résultats et la viabilité, en vue d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des projets, ainsi que la programmation thématique connexe. Le rapport d'examen complet peut être consulté sur le site Internet du Fonds.

11. Cet examen a permis de constater qu'entre 2007 et 2016, 23 projets de politique migratoire avaient été financés par le Fonds de l'OIM pour le développement pour une enveloppe totale

de 2,9 millions de dollars E.-U., soit 5 % du montant total alloué aux projets pendant cette période. La région dans laquelle le plus grand nombre de projets de politique migratoire avaient été mis en œuvre et qui, par conséquent, avait bénéficié du financement le plus important, était l'Amérique latine et les Caraïbes (52 % des projets mis en œuvre pour un financement total de 1,4 million de dollars E.-U.). Les 23 projets examinés avaient tous porté sur l'objectif de développement durable 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre) et sur au moins un des principes du Cadre de gouvernance des migrations. Plus de la moitié (57 %) avaient également visé l'objectif de développement durable 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous).

12. Dix-sept équipes de projet ont répondu au questionnaire d'examen, indiquant que la quasi-totalité des projets (94 %) avaient obtenu les effets directs prévus et débouché sur les produits escomptés. En outre, tous les projets achevés avaient touché les bénéficiaires directs ciblés, tandis que 66 % d'entre eux avaient aussi touché des bénéficiaires indirects. Sur les 17 projets pour lesquels des réponses ont été reçues, huit avaient eu des impacts positifs imprévus, et aucun n'avait eu d'impact négatif imprévu. Quatorze projets (82 %) avaient fait l'objet de prorogations à coût nul, et des projets/activités de suivi avaient été mis en œuvre après l'achèvement de six projets (35 %). Pour chacun des 17 projets, il a été estimé qu'un effet direct au moins avait perduré après la fin du projet, et que tous les effets directs avaient perduré pour 13 projets. L'effet direct le plus courant – le Gouvernement met à profit des compétences, des connaissances et une expérience accrues pour mieux gérer les migrations – avait perduré dans le cas de 9 projets.

13. Les trois difficultés les plus courantes ont été le manque de collaboration des partenaires, le manque de coordination entre les organismes, et une réorientation des priorités gouvernementales.

14. L'examen a notamment débouché sur les recommandations suivantes :

- a) Veiller, au plus tôt, à ce que les parties prenantes et les partenaires restent constamment en liaison afin de prévenir les difficultés et de pouvoir les surmonter rapidement.
- b) Pour éviter de devoir demander ultérieurement une prorogation à coût nul, mieux évaluer le temps requis pour mettre en œuvre les activités de projet, envisager de limiter le nombre d'effets directs et prendre des mesures pour préparer le démarrage du projet.
- c) Mieux analyser le contexte social et politique.
- d) Pour garantir la viabilité des projets, veiller à entretenir des relations suivies, étroites et solides avec les ministères compétents ; continuer d'apporter un appui au gouvernement en tant que conseiller technique ; garantir la cohérence des mesures institutionnelles et juridiques ; et consulter et associer la société civile lors de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques de migration.
- e) Prendre note des examens et des rapports de projet précédents afin de mettre à profit les enseignements tirés.

Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement

15. Le Gouvernement du Japon finance un administrateur auxiliaire travaillant à temps partiel pour l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement, au Siège. Depuis mars 2017, celui-ci est un membre indispensable de l'Unité ; il examine les demandes et les rapports concernant des projets, les possibilités de collecte de fonds et les processus existants.

Evaluations a posteriori et recommandations

16. Depuis le début de 2017, l'OIM est résolue à faire en sorte que tous les projets financés fassent l'objet d'une évaluation a posteriori. Toutes les évaluations réalisées en 2017 ont été passées en revue, rassemblées et résumées. Les principales constatations et recommandations ont été réunies dans un rapport intitulé Rapport sur les évaluations a posteriori du Fonds de l'OIM pour le développement, qui a été communiqué aux concepteurs et administrateurs de projet, aux fonctionnaires chargés du suivi et de l'évaluation et au personnel des bureaux régionaux participant à l'examen des rapports et des nouvelles propositions de projet. Le texte intégral de ce rapport peut être consulté sur le site Internet du Fonds.

17. Les recommandations issues de cet examen sont notamment les suivantes :

- a) Pertinence – Recourir davantage à l'analyse de la théorie du changement et améliorer les documents connexes ; formuler des interventions selon un mode participatif, en collaboration avec les bureaux de pays compétents de l'OIM et les parties prenantes clés du ou des pays bénéficiaires, afin d'améliorer le degré d'adhésion, de participation et de compréhension des partenaires pour ce qui est du projet ; et associer des spécialistes du suivi et de l'évaluation à la conception du cadre de résultats du projet.
- b) Efficacité – Lors de la conception et de la mise en œuvre du projet, associer pleinement les parties prenantes et mieux relier les activités aux processus gouvernementaux de prise de décisions ; établir un plan de communication avant de lancer une nouvelle intervention dans un nouveau pays, afin d'éviter tout malentendu parmi les bénéficiaires au sujet du soutien apporté par l'OIM (ce point revêt une importance particulière dans le contexte d'activités menées au contact de groupes vulnérables) ; et veiller à ce qu'une solide analyse des risques soit réalisée dans le cadre du processus d'élaboration du projet.
- c) Efficience – Evaluer l'opportunité de mettre en œuvre le projet à distance, car une telle option nécessite des moyens supplémentaires, notamment sous l'angle du suivi du projet, et envisager de recruter du personnel local pour garantir la présence de l'OIM sur les sites de projet ; continuer à chercher des formules novatrices et différentes de financement des ateliers et formations, afin d'améliorer l'efficience du projet ; fixer des délais et des cibles moins ambitieux, pour éviter de devoir demander des prorogations à coût nul ; et renforcer les capacités de suivi et d'évaluation pour que des outils et processus de suivi plus solides puissent être élaborés dans le cadre des projets et pour que le personnel puisse recueillir des données plus systématiques en ce qui concerne les effets à moyen et à long terme des projets.
- d) Viabilité – Si possible, rester en relation avec les parties prenantes compétentes après l'achèvement d'un projet, afin de préserver et de développer les résultats obtenus et de tirer parti des capacités et des connaissances en matière de gestion des migrations des gouvernements, de la société civile et d'acteurs du secteur privé ; s'employer à faire en sorte que les projets donnant suite à des initiatives financées par le Fonds de l'OIM pour le développement complètent et renforcent des projets passés selon une approche intégrée des programmes ; et n'envisager d'entreprendre l'élaboration d'un profil migratoire avec des fonds de la première ligne de crédit que s'il est possible de poursuivre les activités avec des fonds de la deuxième ligne de crédit.
- e) Impact – Faire mieux connaître les produits du projet, tels que les profils migratoires ; cela est nécessaire pour élargir leur audience stratégique à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, et pour encourager leur utilisation aux fins d'élaboration de politiques, de conception de projets, de recherches et d'études.

- f) Aspects transversaux – Intégrer une approche différenciée selon les sexes d’un bout à l’autre de la mise en œuvre des projets, en tenant compte des inégalités structurelles fondées sur le sexe dans toutes les activités de projet, et plus particulièrement dans les documents et activités de formation connexes.

Etats Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017

18. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- Annexe I : Première ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l’OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2017
- Annexe II : Deuxième ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l’OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2017
- Annexe III : Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l’OIM pour le développement : Projets approuvés pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017
- Annexe IV : Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l’OIM pour le développement pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017

Annexe I

Première ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2017

(total : 119)

Africa 52 Members (44%)	Africa (continued)	Asia and Oceania 30 Members (25%)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Swaziland Togo	Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe Middle East 2 Members (2%) Jordan Yemen Latin America and the Caribbean 23 Members (19%) Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Dominican Republic Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam Europe 12 Members (10%) Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Serbia The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine

Note: The Cook Islands, Cuba and Dominica are not included in the above list as they were admitted as Member States of the Organization at the 108th Session of the Council, held from 28 November to 1 December 2017.

Annexe II

Deuxième ligne : Etats Membres remplissant les conditions pour bénéficier des allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2017¹

(total : 92)

Africa 32 Members (35%)	Middle East 2 Members (2%)	Asia and Oceania (continued)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cameroon Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Egypt Eritrea Guinea Kenya Lesotho Liberia Madagascar Mali Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone South Africa Togo Tunisia Zambia Zimbabwe	Jordan Yemen	Kiribati Kyrgyzstan Maldives Marshall Islands Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Vanuatu Viet Nam
	Latin America and the Caribbean 18 Members (20%)	
	Argentina Belize Brazil Colombia Costa Rica Ecuador El Salvador Guatemala Guyana Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Panama Paraguay Peru Saint Lucia Suriname	
	Asia and Oceania 28 Members (30%)	
	Afghanistan Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan	
		Europe 12 Members (13%)
		Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro Republic of Moldova Serbia The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine

¹ The Line 2 list of eligible Member States (and budget for each region) cut-off date for the year is 30 June. Bangladesh, the Plurinational State of Bolivia, Djibouti, Haiti, Malawi and the Sudan, became eligible for Line 2 funding when they came off the list of Member States with outstanding assessed contributions to the Administrative Part of the Budget which equal or exceed the amount due from them for the preceding two years, which took place after 30 June 2017.

Note: The Cook Islands, Cuba and Dominica are not included in the above list as they were admitted as Member States of the Organization at the 108th Session of the Council, held from 28 November to 1 December 2017.

Annexe III

**Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale
du Fonds de l'OIM pour le développement :
Projets approuvés pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017**

REGION: AFRICA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Chad	Promoting the Engagement of the Chadian Diaspora to Support the Development of Chad – IOM Strategy: activities 3 and 4	75 000
IOM Chad (Chad and Nigeria)	Assessing the Migration, Climate Change and Conflict Dimension in the Lake Chad Region (Chad and Nigeria) – IOM Strategy: activities 3 and 6	75 000
IOM Madagascar (Comoros)	Strengthening Institutional Capacities and Engaging the Diaspora of the Comoros – IOM Strategy: activities 4 and 8	75 000
IOM Uganda	Support to Uganda's Immigration Training Academy – IOM Strategy: activity 3	80 000
IOM Headquarters (All Line 1 eligible Member States)	Research Support Towards a Common African Position on the Global Compact for Migration – IOM Strategy: activities 3 and 7	100 000
Africa Line 1 allocations		405 000
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		415 464
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		97%
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		43%

Line 2		
IOM Botswana	Strengthening Labour Migration Management in Botswana – IOM Strategy: activities 3 and 4	120 000
IOM Burundi (Burundi and the Democratic Republic of the Congo)	Health and Humanitarian Border Management: Capacity-building for Public Health Emergency Preparedness and Response in Burundi and the Democratic Republic of the Congo – IOM Strategy: activities 3 and 5	250 000
IOM Cameroon	Strengthening the Management of Remittances for the Sustainable Development of Cameroon – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Cameroon (Cameroon and the Niger)	Assessing the Migration, Climate Change and Conflict Dimension in the Lake Chad Region (Cameroon and the Niger) – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Egypt (Egypt, Morocco and Yemen)	Strengthening National Capacities in Applying International Standards to Improve Labour Migration Management in the Middle East and North Africa Region – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
IOM Guinea	Supporting the Government of Guinea in Mobilizing its Diaspora – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	100 000
IOM Kenya	Strengthening the Capacity of the Government of Kenya to Manage National Identity Programmes – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM Liberia	Capacity-building for Diaspora Engagement in Liberia – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	200 000

Annexe III (suite)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Morocco	Initiative for Ethical Recruitment in Morocco – IOM Strategy: activities 3 and 12	120 000
IOM Namibia	Strengthening Migration Management in Namibia – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM Senegal	Strengthening the Capacities of the Migration Research Institutions in Senegal – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Sierra Leone	Strengthening Disaster Preparedness and Response in Sierra Leone – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM South Africa	Research on the Socioeconomic Contribution of Migrants in South Africa's Informal Urban Settlements – IOM Strategy: activities 3 and 6	120 000
IOM Zambia	Zambia Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning in Zambia – Phase II – IOM Strategy: activities 3 and 6	110 000
IOM Zambia (Malawi, Zambia and Zimbabwe)	Promoting a Regional Corridor Approach to Coordinated/Integrated Border Management in Eastern and Southern Africa – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Zimbabwe	Strengthening the Institutional Capacity of the Zimbabwe Diaspora Directorate for Increased Diaspora Engagement – IOM Strategy: activities 3 and 8	200 000
Africa Line 2 allocations		2 620 000
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 565 286
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		102%
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		36%

Lines 1 and 2	
Africa regional allocations to date	3 025 000
Africa regional available funding	2 980 750
Percentage allocated across the two funding lines	101%

Annexe III (suite)

REGION: MIDDLE EAST		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 1		
	Middle East Line 1 allocations	0
	Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)	18 885
	Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding	0%
Line 2		
	Middle East Line 2 allocations	0
	Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	146 588
	Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding	0%
Lines 1 and 2		
	Middle East regional allocations	0
	Middle East regional available funding	165 473
	Percentage allocated across the two funding lines	0%

Annexe III (suite)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 1		
IOM Brazil	Improving Legal Assistance to Migrants in Brazil and Promoting their Access to Labour Markets – IOM Strategy: activities 2, 3 and 8	100 000
IOM Jamaica	Promoting Integrity in International Recruitment and Migrants' Skills Development in Jamaica – IOM Strategy: activities 3 and 12	100 000
Regional Office in Buenos Aires (Argentina, the Plurinational State of Bolivia, Brazil, Colombia, Ecuador, Paraguay, Peru, and the Bolivarian Republic of Venezuela)	Strengthening the Capacity of the MERCOSUR Member States and the Media to Promote the Positive Contributions of Migration – IOM Strategy: activities 3 and 7	39 236 ¹
Latin America and the Caribbean Line 1 allocations		239 236
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		179 405
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		133%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		25%
Line 2		
IOM Belize	Strengthening the Technical Capacities of the Government of Belize towards Developing a National Migration and Development Policy – IOM Strategy: activities 3 and 4	167 000
IOM Colombia	Gender-sensitive Capacity-building to Manage Irregular Migration Between Colombia and the Bolivarian Republic of Venezuela – IOM Strategy: activities 2 and 5	100 000
IOM Costa Rica	Support in the Design of a Regularization Process for Labour Migrants in Costa Rica – IOM Strategy: activities 2 and 5	150 000
IOM Ecuador	Technical Support for the Ecuadorian Government for the Public Dissemination of the Human Mobility Law and the Transition to the Electronic Passport – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM El Salvador (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua and Panama)	Strengthening Public Policies to Protect and Empower Migrant Women in Mesoamerica – IOM Strategy: activities 4 and 7	183 000
IOM Honduras	Honduras Migration Profile: Supporting Evidence-based Migration-related Policymaking and Planning – IOM Strategy: activities 3 and 6	150 000
IOM Nicaragua	Strengthening the Capacities of the National Coalition Against Trafficking in Persons in Nicaragua – IOM Strategy: activities 3 and 11	120 000
IOM Paraguay	Strengthening Migration Management in Paraguay's Border Areas – IOM Strategy: activity 3	150 000

¹ Recovered funds from funding sources for previous years account for USD 22,236 of this figure.

Annexe III (suite)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Regional Office in San José (Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaica, Mexico, Nicaragua, Panama, Saint Lucia and Suriname)	Regional Capacity-building for the Production and Analysis of Regional Migration Information in Mesoamerica and the Caribbean – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	300 000 ²
Latin America and the Caribbean Line 2 allocations		1 470 000
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 465 877
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		100%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		20%

Lines 1 and 2	
Latin America and the Caribbean regional allocations	1 709 236
Latin America and the Caribbean regional available funding	1 645 282
Percentage allocated across the two funding lines	104%

² Recovered funds from funding sources for previous years.

Annexe III (suite)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM China	Supporting China's Engagement in the Global Migration Debate – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Turkmenistan	Strengthening Border Management in Turkmenistan by Contributing to a Modernized Visa System and Pre-Arrival Exchange of Information – IOM Strategy: activity 3	100 000
Asia and Oceania Line 1 allocations		200 000
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		236 059
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		85%
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		21%

Line 2		
IOM Afghanistan	Undertaking a Mapping Exercise and Qualitative Needs Assessment to Support the National Diaspora Policy of Afghanistan – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	139 387
IOM Cambodia	Migration and its Impact on Cambodian Children and Families (MICCAF) – IOM Strategy: activities 3 and 6	200 000
IOM Fiji (Kiribati, the Marshall Islands and Tuvalu)	Pacific Adaptation through Labour Mobility in the Low-lying Atoll States of Kiribati, the Marshall Islands and Tuvalu – IOM Strategy: activities 3 and 4	300 000
IOM Fiji (Tonga)	Capacity-building for Migration and Sustainable Development in Tonga – IOM Strategy: activities 3 and 4	200 000
IOM Kazakhstan (Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan)	Combating Trafficking in Persons by Addressing Online Recruitment in Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan – IOM Strategy: activity 11	200 000
IOM Mongolia	Climate Change and Disaster-related Migration in Mongolia – IOM Strategy: activity 3	150 000
IOM Nepal	Increasing the Capacity of Migrant Resource Centres in Nepal to Foster Safe, Humane and Orderly Migration – IOM Strategy: activities 3 and 12	200 000
IOM Solomon Islands (Fiji, Papua New Guinea, Solomon Islands and Vanuatu)	Community Health and Mobility in the Pacific (CHAMP) – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Thailand (Cambodia and Thailand)	Assessing Potential Changes in the Migration Patterns of Cambodian Migrants and their Impact on Thailand and Cambodia – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Thailand (Cambodia, the Philippines and Thailand)	Supporting National Level Migration Health Coordination Mechanisms in Asia – IOM Strategy: activities 3 and 7	250 000

Annexe III (suite)

REGION: ASIA AND OCEANIA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Viet Nam (Nepal and Viet Nam)	Enhancing Industry Capacity to Implement Ethical Recruitment Models in Viet Nam and Nepal to Protect Migrant Workers in South Korean Businesses' Supply Chains – IOM Strategy: activities 3 and 12	300 000
Asia and Oceania Line 2 allocations		2 339 387
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 198 816
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		106%
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		32%

Lines 1 and 2		
Asia and Oceania regional allocations		2 539 387
Asia and Oceania regional available funding		2 434 875
Percentage allocated across the two funding lines		104%

Annexe III (suite)

REGION: EUROPE		
IOM office (benefiting Members, non-members and other)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM the former Yugoslav Republic of Macedonia	Community-based Approach to Support Youth in a Targeted Municipality in the former Yugoslav Republic of Macedonia – IOM Strategy: activities 3 and 5	100 000
Europe Line 1 allocations		100 000
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		94 423
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		106%
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		11%

Line 2		
IOM Armenia	Strengthening Armenia's Identity Management System – IOM Strategy: activity 3	200 000
IOM Azerbaijan	Supporting the Enhancement of National Capacities to Combat Human Trafficking in Azerbaijan (SNCT) – IOM Strategy: activities 3 and 11	180 000
IOM Belarus	Strengthening the Readmission Capacity of Belarus – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Moldova	Development of Psychological Integrated Services of the Border Police Department in the Republic of Moldova (SPINS) – IOM Strategy: activities 1 and 2	170 000
IOM Montenegro (Albania, Bosnia and Herzegovina, Montenegro, Serbia, the former Yugoslav Republic of Macedonia and Kosovo ³)	Support to Western Balkan States in Establishing Advance Passenger Information Systems – IOM Strategy: activity 3	250 000 ⁴
Europe Line 2 allocations		900 000
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		952 820
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		94%
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		12%

Lines 1 and 2		
Europe regional allocations		1 000 000
Europe regional available funding		1 047 243
Percentage allocated across the two funding lines		95%

³ References to Kosovo shall be understood to be in the context of United Nations Security Council resolution 1244 (1999).

⁴ Recovered funds from funding sources for previous years account for USD 95,928 of this figure.

Annexe III (suite)

ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL		
IOM office	Project	Amount funded (USD)

Administration Line 1			
		Total	478 000
Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)			5%
Multiregional Line 2			
IOM Headquarters (all Line 2 eligible Member States)	Community-based Film Production to Promote a Better Understanding of Migration – IOM Strategy: activities 3, 5 and 7		100 000
IOM Headquarters	PRIMA Enhancements and Maintenance		75 000
Allocation as a percentage of available total (Line 2)			2%

Annexe IV

**Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM
pour le développement pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017**

	USD	USD
Line 1		
2017 Operational Support Income allocation	1 400 000	
Recovered funds from completed projects from previous years' funding sources ¹	22 236	
Subtotal Line 1		1 422 236
Line 2		
2017 Operational Support Income allocation	6 127 496	
Recovered funds from completed projects from previous years' funding sources ²	395 928	
Contribution from the Government of Sweden	630 676	
Contribution from the Government of the United States of America ³	350 000	
Private contributions made by individuals online ⁴	287	
Subtotal Line 2		7 504 387
Total available funds		8 926 623

	USD	%
Total allocations made in 2017 under Line 1	1 422 236	100
Balance available: Line 1	0	0
Total allocations made in 2017 under Line 2	7 504 387	100
Balance available: Line 2	0	0

Carried forward to 2018	USD	USD
Line 2		
Contribution from the Government of Austria	39 600	
Contribution from the Government of the United States of America	57 566	
Recovered funds from completed projects	167 679	
Private contributions made by individuals online	798	
Total carried forward to 2018		265 643

¹ Corresponding to USD 22,236 of recovered funds from 1 July to 31 December 2016 from completed projects from previous years.

² Corresponding to USD 59,878 of recovered funds from 1 July to 31 December 2016 and USD 336,050 from 1 January to 30 June 2017 from completed projects from previous years.

³ Contribution received in the fourth quarter of 2016 and carried forward to 2017.

⁴ Online donations received from 1 July to 31 December 2016 (gross amount) carried forward to 2017.